

2

Période terminée le 30 avril 2003
Rapport trimestriel



Les agences de voyages et la distribution

- CONSULTOUR
- VOYAGES EXIT
- ANYWAY
- CLUB VOYAGES (FRANCE)

Les voyageurs expéditifs

- KILOMÈTRE VOYAGES (une division de DMC Transat)
- RÊVATOURS
- VACANCES AIR TRANSAT
- WORLD OF VACATIONS/NOLITOUR
- BROK'AIR
- VACANCES AIR TRANSAT (FRANCE)
- LOOK VOYAGES (société détenue à 99,2 %)

Les voyageurs réceptifs et les services à destination

- AIR TRANSAT HOLIDAYS USA
- DMC TRANSAT (société détenue à 71,5 %)
- JONVIEW CANADA (société détenue à 35,8 %)
- TRAFIC TOURS (société détenue à 40 %)
- TOURGREECE (société détenue à 40 % par Look Voyages)

Le transport aérien

- AIR TRANSAT
- HANDLEX
- STAR AIRLINES (société détenue à 44,3 % par Look Voyages)

- Amérique du Nord
- Europe

Transat A.T. inc. est une société intégrée qui se spécialise dans l'organisation, la commercialisation et la distribution de voyages vacances. Le cœur de son organisation est formé de voyagistes implantés au Canada et en France. Transat est également active dans le transport aérien et les services à valeur ajoutée offerts à destination. Enfin, Transat s'est assuré une présence dynamique dans la distribution par l'entremise de réseaux d'agences de voyages.

Transat offre à une très vaste clientèle des voyages vacances de qualité, à des prix accessibles. Elle veut conserver son statut de chef de file au Canada et devenir une figure importante de l'industrie du voyage vacances en Amérique du Nord et en Europe.

Siège social

Transat A.T. inc.

Place du Parc

300, rue Léo-Pariseau, bureau 600

Montréal (Québec) H2X 4C2

Téléphone : (514) 987-1660

Télécopieur : (514) 987-8035

Agent des transferts

et agent comptable des registres

Société de fiducie Computershare
du Canada

Cote officielle

Les actions ordinaires
et les débentures cotées de
la société sont inscrites à la cote
de la Bourse de Toronto sous
les symboles TRZ et TRZ.DB.

Rapport de gestion pour le trimestre terminé le 30 avril 2003

Le présent rapport de gestion passe en revue les résultats de notre société et doit être lu avec les états financiers consolidés non vérifiés du deuxième trimestre de 2003 et de 2002, les notes afférentes aux états financiers consolidés non vérifiés du deuxième trimestre de 2003 et le rapport annuel 2002 incluant le rapport de gestion et la rubrique sur les risques et les incertitudes. Les risques et incertitudes énoncés dans le rapport de gestion du rapport annuel 2002 et dans la notice annuelle 2002 déposés auprès des commissions canadiennes des valeurs mobilières sont incorporés aux présentes par renvoi et demeurent en substance inchangés.

Nos états financiers sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada («PCGR»). Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les expressions «nous», «notre» ou «la société», sauf indication contraire, désignent Transat A.T. inc. et ses filiales.

POINTS SAILLANTS FINANCIERS

États consolidés des résultats

Trimestre terminé le 30 avril 2003 par rapport au trimestre terminé le 30 avril 2002

- Les revenus ont augmenté de 95,6 millions de dollars, soit une hausse de 15,3 %;
- Les revenus, déduction faite des dépenses d'exploitation, se sont accrus de 0,6 million de dollars, soit 1,4 %;
- Charge de restructuration de 3,7 millions de dollars (2,6 millions de dollars après impôts);
- Le bénéfice net a augmenté de 2,5 millions de dollars (sans compter la charge de restructuration après impôts).

Semestre terminé le 30 avril 2003 par rapport au semestre terminé le 30 avril 2002

- Les revenus ont augmenté de 182,4 millions de dollars, soit une hausse de 17,1 %;
- Les revenus, déduction faite des dépenses d'exploitation, se sont accrus de 15,3 millions de dollars, soit 51,0 %;
- Charge de restructuration comptabilisée de 3,7 millions de dollars (2,6 millions de dollars après impôts);
- Le bénéfice net a augmenté de 12,4 millions de dollars (sans compter la charge de restructuration après impôts).

Bilans consolidés

Au 30 avril 2003 par rapport au 31 octobre 2002

- Les espèces et quasi-espèces ont augmenté de 38,6 millions de dollars.

États consolidés des flux de trésorerie

Trimestre terminé le 30 avril 2003 par rapport au trimestre terminé le 30 avril 2002

- Les flux de trésorerie liés aux activités de l'exploitation ont diminué de 13,4 millions de dollars, soit 81,8 %;
- Les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont diminué de 46,8 millions de dollars, soit 145,0 %.

Semestre terminé le 30 avril 2003 par rapport au semestre terminé le 30 avril 2002

- Les flux de trésorerie liés aux activités de l'exploitation ont diminué de 59,7 millions de dollars, soit 47,8 %;
- Les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont diminué de 51,2 millions de dollars, soit 161,1 %.

RÉSULTATS

Trimestre terminé le 30 avril 2003 par rapport au trimestre terminé le 30 avril 2002 et semestre terminé le 30 avril 2003 par rapport au semestre terminé le 30 avril 2002

Revenus

Pour la période terminée le 30 avril (en milliers de dollars)

	Trois mois				Six mois			
	2003 \$	2002 \$	Écart \$	%	2003 \$	2002 \$	Écart \$	%
Canada	558 987	464 406	94 581	20,4	976 336	819 108	157 228	19,2
France et autres	159 835	158 859	976	0,6	271 562	246 365	25 197	10,2
Total	718 822	623 265	95 557	15,3	1 247 898	1 065 473	182 425	17,1

Nous tirons nos revenus des voyageurs expéditifs, du transport aérien, des agences de voyage, de la distribution, des voyageurs réceptifs et des services offerts à destination.

L'augmentation globale des revenus s'est produite presque uniquement au Canada si on compare le présent trimestre à la période correspondante en 2002. Cette augmentation s'explique principalement par une augmentation globale du nombre de voyageurs (7,3 %) et des prix. Dans le trimestre correspondant de l'année précédente, nous avons connu une baisse prononcée des volumes ainsi que des prix de vente (surtout au Canada) en raison des événements du 11 septembre 2001.

Si on compare les semestres, on constate que 86,2 % de l'augmentation des revenus est attribuable au Canada. Ce phénomène s'explique aussi par une hausse globale du nombre de voyageurs (10,0 %) et par une augmentation des prix.

Dépenses d'exploitation

Pour la période terminée le 30 avril (en milliers de dollars)

	Trois mois				Six mois			
	2003 \$	2002 \$	Écart		2003 \$	2002 \$	Écart	
			\$	%			\$	%
Canada	517 743	423 262	94 481	22,3	921 857	781 191	140 666	18,0
France et autres	160 633	160 110	523	0,3	280 796	254 326	26 470	10,4
Total	678 376	583 372	95 004	16,3	1 202 653	1 035 517	167 136	16,1

Nos dépenses d'exploitation sont principalement constituées des frais directs, des salaires, des commissions, de l'entretien, du carburant, des frais de manutention et de la location d'aéronefs.

Comme nos revenus, nos dépenses d'exploitation ont augmenté presque uniquement au Canada si on compare le présent trimestre à la période correspondante en 2002. Lorsque nous comparons les semestres, 84,2 % de l'augmentation des dépenses d'exploitation provient du Canada aussi. Ces augmentations sont principalement attribuables à une augmentation des frais directs résultant des activités commerciales.

Segmentation géographique

Canada

Au Canada, les recettes ont augmenté, principalement en raison d'une augmentation de 10,0 % et de 11,6 % du nombre de voyageurs, ainsi que d'une augmentation des prix, si l'on regarde le présent trimestre et le présent semestre, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes en 2002.

L'augmentation des dépenses d'exploitation s'explique principalement par une hausse des frais directs résultant des activités commerciales. Pour le présent trimestre, nos marges (soit la différence entre les revenus et les dépenses d'exploitation) sont tombées à 7,4 %, contre 8,9 % pour le trimestre correspondant en 2002. Par ailleurs, pour le semestre terminé le 30 avril 2003, nos marges se chiffrent à 5,6 %, ce qui représente une augmentation par rapport aux 4,6 % du semestre correspondant en 2002.

Les marges du présent trimestre sont plus réduites que l'an dernier, en raison de l'augmentation du nombre de réservations de dernière minute, causée en partie par l'incertitude entraînée par la guerre en Irak et par la surcapacité observée sur le marché. Le cumul annuel des marges est cependant plus élevé que l'an dernier en raison de l'accroissement du nombre de voyageurs et de l'augmentation des prix pendant le premier trimestre.

Comme il a été indiqué dans le rapport de gestion du premier trimestre, nous avons commencé à revoir les activités de nos voyageurs et nos activités de distribution, afin de déterminer nos efficacités opérationnelles et les économies de coûts potentielles. C'est à la suite de cet examen que nous avons annoncé, le 7 avril 2003, la réorganisation des activités d'un de nos voyageurs canadiens dans le but de placer chacune des lignes de produits commercialisés par ce voyageur dans le contexte d'affaires où elle a le plus de possibilités de se développer de façon économiquement rentable. Cette décision s'est traduite par le licenciement de quelque 150 employés.

Par ailleurs, le 5 mai 2003, nous avons annoncé de nouvelles réductions d'effectif se chiffrant à environ 500 employés chez notre filiale aérienne et chez d'autres voyageurs canadiens. Le ralentissement de la demande observé dans le secteur touristique en raison de la guerre en Irak,

de la poursuite de la menace terroriste et des contrecoups du Syndrome respiratoire aigu sévère («SRAS») et de la surcapacité sur le marché nous ont incités à réorganiser nos activités et à réduire nos coûts.

À ce jour, nous avons réduit notre capacité de manière considérable. Deux de nos aéronefs de la flotte n'ont pas été renouvelés en avril 2003, ce qui a entraîné une réduction de 10 % de notre capacité. En outre, en raison principalement de la crise du SRAS, nous avons réduit de 15 % de plus notre capacité.

C'est ainsi que nous avons mis au point un programme de restructuration, présenté dans une autre section du présent rapport.

L'examen de notre flotte d'aéronefs est terminé. Nous sommes à formuler des recommandations qui devraient être prêtes d'ici la fin de l'exercice.

France et autres

En Europe, le taux de change a eu un effet considérable sur nos activités.

En dollars canadiens, on constate une augmentation des revenus et des dépenses pour le présent trimestre et le présent semestre terminés le 30 avril 2003 comparativement aux périodes correspondantes en 2002.

Cependant, en euros, les revenus et les dépenses sont demeurés relativement stables ou ont légèrement diminué période pour période, ce qui se traduit par des marges négatives en Europe. On a connu en Europe une baisse de 5,4 % du nombre de voyageurs dans le présent trimestre par rapport à l'an dernier; quant au cumul, il est comparable à celui de 2002.

La perte globale enregistrée en Europe est attribuable à Look Voyages. Elle a été contrebalancée par l'amélioration de nos autres activités en France, notamment grâce à Anyway, notre agence de voyages en ligne. La variation de la perte en dollars canadien est donc le résultat de la fluctuation des taux de change.

Le 10 février 2003, nous avons annoncé la restructuration de la gestion de certaines activités en France dans le but de mieux faire face aux nouveaux défis et aux nouvelles opportunités que présente le marché de France de même que pour améliorer la rentabilité de nos activités françaises. C'est ainsi que nous avons annoncé, le 5 mai 2003, le plan social qui touche quelques 90 employés en France. Nous sommes toujours en pourparlers avec les organismes de réglementation en France et comptons avoir terminé le plan avant la fin du deuxième trimestre. Comme les négociations ne sont pas terminées, nous ne sommes pas en mesure de faire état des montants liés à ce plan. Aucune somme n'a encore été comptabilisée au sujet de nos activités françaises dans nos chiffres concernant la restructuration. Nous comptons commencer à réaliser des économies relativement à nos activités françaises dans la dernière partie du quatrième trimestre de l'année en cours.

Charge de restructuration

Conformément aux objectifs que nous avons énoncés dans notre rapport annuel 2002, la société continue à se concentrer sur la réduction de ses coûts, à développer ses efficacités opérationnelles et à réajuster au besoin tout produit ou service qui ne donne pas les résultats escomptés. C'est ainsi que la société a établi un programme de restructuration au cours du présent trimestre. Ce programme inclut un changement à la structure de gestion et une réorganisation qui touche la nature et le dosage de ses activités en France et au Canada. La guerre en Irak et le SRAS, qui ont pesé sur la demande, ont aussi précipité la nécessité d'un programme de restructuration.

Nous ne sommes pas en mesure de faire état du montant total en cause en raison du fait que l'examen de notre flotte n'est pas terminé et que les négociations sont encore en cours en France. Pour le trimestre, un montant 3,7 millions de dollars a été comptabilisé. Tous les coûts liés à nos annonces du 5 mai n'ont pas été comptabilisés. Nous prévoyons de nouveaux frais de restructuration pour le prochain trimestre.

Le montant comptabilisé pour la période prenant fin le 30 avril 2003 comprend des charges en espèces de 3,0 millions de dollars et une réduction de la valeur de l'actif de 0,7 million de dollars. Les charges en espèces sont constituées principalement par les indemnités de cessation d'emploi et les frais de résiliation de contrats. L'essentiel de la restructuration doit se dérouler en 2003.

Le tableau qui suit fait état des activités et du solde de la provision de restructuration pour le trimestre et le semestre prenant fin le 30 avril 2003.

Pour la période terminée le 30 avril (en milliers de dollars)

	Montant imputé dans la période et cumul \$	Cumul des prélèvements		Solde au 30 avril 2003 \$
		Monétaires \$	Non monétaires \$	
Prestation de cessation d'emploi	2 408	947	—	1 461
Frais de résiliation de contrats	519	—	—	519
Réduction de la valeur de l'actif	720	—	720	—
Autres	101	—	—	101
Total	3 748	947	720	2 081

Amortissement

L'amortissement est calculé sur les immobilisations (acquises et louées) et sur les autres actifs constitués principalement de frais de financement à long terme et de frais de mise en exploitation. Les dépenses d'amortissement sont demeurées relativement stables, affichant une diminution de 3,1 % pour le présent trimestre par rapport au trimestre correspondant de 2002. En ce qui concerne le cumul de l'année, les dépenses d'amortissement ont augmenté de 1,7 million (8,7 %), en raison principalement des acquisition d'immobilisations en 2002.

Intérêts

Les intérêts sur la dette à long terme, les contrats de location-acquisition et les débetures ont baissé de 0,7 million de dollars (23,6 %), se chiffrant à 2,2 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2003 par rapport à 2,9 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Par ailleurs, durant le premier semestre de 2003, les dépenses en intérêts ont diminué de 1,3 million de dollars (20,5 %), pour se chiffrer à 4,9 millions de dollars, contre 6,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ces diminutions s'expliquent par la réduction de la dette et par les fluctuations du taux de change.

Les autres dépenses financières et dépenses d'intérêts ont diminué de 1,0 million de dollars (58,0 %) pour se chiffrer à 0,7 million de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2003, par rapport à 1,7 million pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison de diverses sommes non significatives. Durant le premier semestre de l'exercice 2003, ces dépenses ont accusé une légère baisse de 0,3 million (11,0 %) pour se chiffrer à 2,1 millions de dollars par rapport aux 2,4 millions de dollars de la période correspondante de l'exercice précédent.

Les revenus d'intérêts ont augmenté de 0,7 million de dollars (60,0 %) pour atteindre 1,8 million de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2003, par rapport à 1,1 million de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Par ailleurs, durant le premier semestre de l'exercice 2003, les revenus d'intérêts ont augmenté de 2,0 millions (92,3 %) pour atteindre 4,1 millions de dollars. Ces augmentations s'expliquent par un accroissement du solde des espèces et des quasi-espèces, autant pour le présent trimestre que pour le présent semestre, comparativement aux périodes correspondantes en 2002.

Écart de change sur les éléments monétaires à long terme

À la suite des modifications apportées au chapitre 1650 du Manuel, *Conversion des devises étrangères*, tous les gains et toutes les pertes de change portant sur les éléments monétaires à long terme, qui étaient autrefois reportés et amortis, sont maintenant inclus dans le résultat net de l'année. Cette nouveauté se traduit pour le présent trimestre par une amélioration de 1,7 million de dollars de nos résultats, comparativement à une amélioration de 1,3 million de dollars pour le trimestre correspondant de l'année précédente. Concernant le cumul de l'année, elle se traduit par une amélioration de 3,0 millions de nos résultats comparativement à une amélioration de 1,8 million pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Voir la section *Modifications comptables* pour en savoir plus.

Impôts sur les bénéfices

Nos impôts sur les bénéfices se sont chiffrés à 10,2 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2003, contre 10,4 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Sans compter la *quote-part du bénéfice net des sociétés satellites*, le taux d'imposition réel s'est chiffré à 38,1 % pour le trimestre terminé le 30 avril 2003 et à 40,5 % pour le trimestre terminé le 30 avril 2002.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2003, nos dépenses en impôts sur les bénéfices se chiffrent à 8,0 millions de dollars, comparativement à 3,6 millions de dollars pour la période correspondante en 2002. Cette réduction s'explique par une perte nette dans la période correspondante de 2002 comparativement à un revenu net en 2003. Sans compter la *quote-part du bénéfice net des sociétés satellites*, les taux d'imposition réels ont été de 40,0 % pour le semestre terminé le 30 avril 2003 et de 93,8 % pour la période correspondante en 2002. Le taux élevé de la période de 2002 s'explique principalement par la non-comptabilisation des recouvrements liés aux pertes associées à nos activités en France avant la deuxième moitié de l'exercice.

Bénéfice net

En conséquence des éléments présentés dans la section sur les résultats, notre bénéfice net s'est chiffré à 15,4 millions, soit 0,45 \$ par action, pour le trimestre terminé le 30 avril 2003, comparativement à 15,5 millions, soit 0,46 \$ par action, pour le trimestre correspondant de l'année précédente. Si on ne tenait pas compte des effets après impôts de notre charge de restructuration, notre bénéfice net serait de 18,0 millions de dollars, soit 0,52 \$ par action. Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour calculer les montants par action est de 32 757 659 pour le présent trimestre et de 32 424 628 pour le trimestre correspondant de l'année précédente.

Notre bénéfice net se chiffre à 8,4 millions de dollars, soit 0,21 \$ par action pour le semestre terminé le 30 avril 2003, contre une perte nette de 1,5 million, soit 0,06 \$ par action, pour la période correspondante de l'année précédente. Si on ne tenait pas compte des effets après impôts de notre charge de restructuration, notre bénéfice net serait de 11,0 millions de dollars, soit 0,29 \$ par action. Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour calculer les montants par action est de 32 726 373 pour la présente période et de 32 389 143 pour la période correspondante de l'année précédente.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Flux de trésorerie *Pour la période terminée le 30 avril (en milliers de dollars)*

	2003	Trois mois	Écart	2003	Six mois	Écart
	\$	2002	\$	\$	2002	\$
		\$			\$	
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	2 992	16 399	(13 407)	65 315	125 056	(59 741)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(5 221)	(11 663)	6 442	(7 253)	(19 077)	11 824
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(14 430)	32 358	(46 788)	(19 422)	31 770	(51 192)
Variation nette des espèces et quasi-espèces	(16 659)	37 094	(53 753)	38 640	137 749	(99 109)

Au 30 avril 2003, nous avons 298,8 millions de dollars en espèces et quasi-espèces (dont 62,0 millions de dollars détenus en fiducie ou autrement réservés) contre 260,1 millions de dollars au 31 octobre 2002 (dont 101,3 millions de dollars détenus en fiducie ou autrement réservés). Notre bilan fait état d'un ratio de liquidité générale de 1,2 et d'un fonds de roulement de 66,8 millions, comparativement à un ratio de liquidité générale de 1,1 et à un fonds de roulement de 41,8 millions au 31 octobre 2002. Nous avons aussi accès à des marges de crédit non utilisées s'élevant à 64,9 millions.

L'actif total a connu une légère hausse de 2,7 millions de dollars (0,4 %) pour atteindre 776,2 millions de dollars, contre 773,5 millions de dollars au 31 octobre 2002. L'avoir des actionnaires a augmenté de 7,8 millions de dollars pour atteindre 201,5 millions de dollars, contre 193,7 millions de dollars au 31 octobre 2002, principalement en raison des bénéfices nets de 8,4 millions de dollars du présent semestre.

Activités d'exploitation

La réduction de 13,4 millions de dollars observée dans les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation comparativement aux trimestres terminés le 30 avril s'explique principalement par la variation nette dans les dépôts, coûts et provision pour remise en état des moteurs et cellules et par la variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liée à l'exploitation. On observe essentiellement une réduction des montants reçus en dépôt de nos clients en raison du fait que nos réservations d'été sont plus faibles que l'année dernière.

La réduction de 59,7 millions de dollars en ce qui concerne les fonds de trésorerie provenant des activités de l'exploitation qui apparaît après comparaison des semestres terminés le 30 avril s'explique principalement par une baisse de la variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liée à l'exploitation. L'augmentation de notre marge brute d'autofinancement s'explique principalement par l'augmentation de notre bénéfice d'exploitation, et la réduction de la variation nette du solde des fonds de roulement est attribuable aux facteurs décrits ci-dessus dans l'analyse du trimestre.

Activités d'investissement

Les flux de trésorerie utilisés dans les activités d'investissement sont de 6,4 millions de dollars moins élevés dans le présent trimestre que dans le trimestre correspondant en 2002, principalement en raison du moins grand volume d'acquisitions d'immobilisations.

Les flux de trésorerie utilisés dans les activités d'investissement sont de 11,8 millions moins élevés dans le présent semestre que dans le semestre correspondant en 2002 en raison du moins grand volume d'acquisitions d'immobilisations et de la baisse des investissements dans les autres avoirs et les dépôts.

Activités de financement

On a utilisé des espèces tirées d'activités de financement pendant le présent trimestre et le présent semestre, alors que ces activités avaient plutôt généré des espèces dans les périodes correspondantes en 2002, ce qui s'explique principalement par l'émission de 51,1 millions de dollars de débetures convertibles en février 2002 et l'émission de 21,9 millions de dollars de débetures en janvier 2002. Pour l'exercice actuel, il y a eu uniquement des versements sur notre dette à long terme et sur les obligations en vertu de contrats de location-acquisition.

Nous croyons que nous serons en mesure de nous acquitter de nos obligations au moyen des fonds dont nous disposons, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur nos facilités de crédit existantes.

Le 28 février, nous avons annoncé le renouvellement de notre facilité de crédit à terme rotatif, venue à échéance en février 2003. Notre facilité de crédit bancaire renouvelée s'élève à 90,0 millions de dollars et vient à échéance en août 2004.

MODIFICATIONS COMPTABLES

Au cours du premier semestre de l'exercice 2003, nous avons mis en application les modifications apportées par l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) à la section 1650 de son Manuel, intitulée *Conversion des devises étrangères*, la nouvelle section 3870 du Manuel, intitulée *Rémunérations et autres paiements à base d'actions*, et la nouvelle Note d'orientation concernant la comptabilité 14 (NOC-14), *Informations à fournir sur les garanties*.

En date du 1^{er} novembre 2002, les normes du chapitre 1650 exigent que la totalité des gains et pertes de change non réalisés sur les actifs et les passifs libellés en devises soient inclus dans les résultats de l'exercice, y compris les gains et les pertes sur les actifs et passifs monétaires à long terme, comme la dette à long terme et les obligations en vertu de contrats de location-acquisition, qui ont antérieurement été reportés et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée restante des éléments connexes. L'application de ces modifications s'est faite de façon rétroactive, avec retraitement des chiffres des périodes antérieures. Nous avons ainsi comptabilisé aux bénéfices non répartis une charge cumulative d'ouverture de 1,6 million de dollars relativement à la radiation de la perte de change non amortie sur les éléments monétaires à long terme. Cette charge constitue une imputation hors caisse et n'a pas d'incidence sur nos espèces et notre situation de trésorerie.

Le nouveau chapitre 3870 du Manuel s'applique aussi à l'exercice débutant le 1^{er} novembre 2002. En vertu de cette nouvelle norme, l'ICCA préconise, sans l'imposer, une méthode fondée sur la juste valeur pour la comptabilisation des options d'achat d'actions attribuées aux employés, mais permet de présenter les valeurs pro forma du bénéfice net et du bénéfice par action obtenues en calculant le coût des rémunérations à base d'actions selon la méthode de la juste valeur dans une note afférente aux états financiers consolidés. Ces recommandations s'appliquent aux attributions consenties à compter de la date d'adoption. Nous avons choisi de présenter, par voie de note afférente aux états financiers, l'incidence de l'application de la méthode de la juste valeur en divulguant le bénéfice net pro forma et le bénéfice par action pro forma comme si nous avions appliqué la méthode de la juste valeur. Par conséquent, l'adoption de cette nouvelle norme n'aura pas d'incidence sur nos résultats, notre situation financière et nos flux de trésorerie.

La NOC-14 est en vigueur pour le second trimestre, donc à compter du 1^{er} février 2003. Selon cette note, le garant doit communiquer les renseignements importants concernant les garanties qu'il a fournies, peu importe qu'il doive ou non verser un paiement en vertu de ces garanties. Cette NOC vise à améliorer la transparence des informations fournies par le garant sur les obligations et les risques résultant de l'octroi des garanties. L'adoption de cette norme d'orientation n'aura aucun effet sur les résultats, la situation financière et les flux de trésorerie de la société.

PERSPECTIVES

Les résultats du présent trimestre et du cumul de l'année sont à la fois positifs et encourageants. Malgré ces résultats, nous prévoyons toujours que 2003 sera une année remplie de défis.

Au cours du trimestre précédent, les manchettes étaient dominées par la menace de guerre et de terrorisme. La guerre en Irak fait maintenant partie de l'histoire et la menace terroriste se poursuit, comme le montrent les actes récents au Maroc et en Arabie saoudite. Aujourd'hui, cependant, c'est le SRAS qui préoccupe les voyageurs. Le SRAS a eu des effets négatifs considérables à un moment crucial. Le marché Canada-Europe constitue un élément important de la saison estivale pour la société, et les réservations pour l'été ont souffert de la conjoncture pour le troisième trimestre. On perçoit des signes d'amélioration pour le quatrième trimestre, mais la société demeure prudente.

En France, la situation économique ne s'est pas améliorée, et nous ne nous attendons à aucun redressement d'ici la fin de l'année. Nous prévoyons que Look Voyages traversera une période particulièrement difficile.

Parmi les points encourageants, précisons que nous avons rempli notre engagement de revoir nos activités en vue de réduire les coûts, d'accroître nos efficacités opérationnelles et d'assurer la rentabilité de nos produits et services. Il en est résulté un programme de restructuration qui, malheureusement, s'est traduit par une baisse de notre effectif et par la réorganisation d'une partie de nos activités. Nous continuerons d'examiner nos activités au cours du prochain trimestre, et nous nous attendons à ce que notre plan de restructuration soit presque entièrement exécuté en 2003.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion contient également des déclarations prospectives à l'égard de notre société. En soi, ces déclarations comportent des risques et des incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement de ceux qui y sont envisagés. Nous considérons que les hypothèses sur lesquelles s'appuient ces déclarations prospectives sont raisonnables, mais nous avisons le lecteur que ces hypothèses à l'égard d'événements futurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté, pourraient se révéler incorrectes puisqu'elles sont soumises à des risques et à des incertitudes. L'information présentée dans ce rapport de gestion est datée du 10 juin 2003.

Bilans consolidés

(en milliers de dollars) (non vérifiés)

	Au 30 avril 2003 \$	Au 31 octobre 2002 [redressés – note 2] \$
Actif		
Actif à court terme		
Espèces et quasi-espèces <i>[note 3]</i>	298 763	260 123
Débiteurs	92 515	101 613
Impôts sur les bénéfices à recevoir	15 786	15 139
Actifs d'impôts futurs	2 297	1 352
Stocks	8 138	10 124
Frais payés d'avance	43 472	48 389
Tranche récupérable à moins d'un an des dépôts et coûts de remise en état des moteurs et cellules	19 571	33 850
Total de l'actif à court terme	480 542	470 590
Dépôts et coûts de remise en état des moteurs et cellules	17 043	17 707
Actifs d'impôts futurs	26 354	18 028
Immobilisations	160 307	169 316
Écarts d'acquisition	70 331	69 935
Autres éléments d'actif	21 611	27 892
	776 188	773 468
PASSIF ET AVOIR DES ACTIONNAIRES		
Passif à court terme		
Emprunts bancaires	11 330	18 618
Créditeurs et charges à payer	273 526	249 852
Dépôts de clients et revenus reportés	101 052	136 078
Versements sur la dette à long terme et sur les obligations en vertu de contrats de location-acquisition échéant à moins d'un an	27 853	24 257
Total du passif à court terme	413 761	428 805
Dette à long terme	17 749	21 455
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition	20 950	36 990
Déventures	29 600	29 226
Excédent de la provision pour remise en état des moteurs et cellules sur les dépôts	48 250	35 614
Part des actionnaires sans contrôle et autres éléments de passif	17 427	15 925
Passif d'impôts futurs	26 919	11 710
	574 656	579 725
Avoir des actionnaires		
Capital-actions <i>[note 5]</i>	111 248	110 200
Déventures convertibles et composante capitales propres d'une débenture	52 821	52 786
Bénéfices non répartis	35 481	28 636
Bons de souscription	4 122	4 122
Écarts de conversion reportés	(2 140)	(2 001)
	201 532	193 743
	776 188	773 468

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

États consolidés des résultats

(en milliers de dollars, sauf les montants par action) (non vérifiés)

	Périodes de trois (3) mois terminées les 30 avril		Périodes de six (6) mois terminées les 30 avril	
	2003 [redressés-note 2] \$	2002 \$	2003 [redressés-note 2] \$	2002 [redressés-note 2] \$
Revenus	718 822	623 265	1 247 898	1 065 473
Dépenses d'exploitation	678 376	583 372	1 202 653	1 035 517
	40 446	39 893	45 245	29 956
Amortissement	10 432	10 771	21 488	19 768
Coûts de restructuration [note 4]	3 748	—	3 748	—
Intérêts sur la dette à long terme, les obligations en vertu de contrat location-acquisition et les débentures	2 219	2 904	4 871	6 127
Autres intérêts et frais financiers	697	1 658	2 104	2 364
Revenus d'intérêts	(1 768)	(1 105)	(4 112)	(2 138)
Écarts de change sur les éléments monétaires à long terme	(1 755)	87	(2 795)	23
Quote-part de la perte nette (du bénéfice net) des sociétés satellites	1 289	(63)	3 551	2 112
	14 862	14 252	28 855	28 256
Bénéfice avant les postes suivants	25 584	25 641	16 390	1 700
Impôts sur les bénéfices				
Exigibles	543	1 525	(182)	711
Futurs	9 697	8 833	8 163	2 865
	10 240	10 358	7 981	3 576
Bénéfice (perte) avant part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	15 344	15 283	8 409	(1 876)
Part des actionnaire sans contrôle dans les résultats de filiales	32	210	(7)	419
Bénéfice net (perte nette) de la période	15 376	15 493	8 402	(1 457)
Bénéfice net (perte nette) par action				
Bénéfice (perte) par action	0,45	0,46	0,21	(0,06)
Bénéfice dilué (perte diluée) par action	0,39	0,41	0,21	(0,06)

États consolidés des bénéfices non répartis

(en milliers de dollars) (non vérifiés)

	Périodes de six (6) mois terminées les 30 avril	
	2003 [redressés-note 2] \$	2002 [redressés-note 2] \$
Bénéfices non répartis au début de la période, solde déjà reporté	30 243	25 879
Modification d'une convention comptable [note 2]	(1 607)	(3 644)
Bénéfices non répartis au début de la période	28 636	22 235
Bénéfice net (perte nette) de la période	8 402	(1 457)
Frais d'émission de débentures convertibles, déduction faite des impôts futurs y afférents d'environ 703 \$	—	(1 280)
Intérêts sur la composante capitaux propres de débentures, déduction faite des impôts y afférents de 766 \$ (328 \$ en 2002)	(1 557)	(618)
Bénéfices non répartis à la fin de la période	35 481	18 880

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

États consolidés des flux de trésoreries

(en milliers de dollars) (non vérifiés)

	Périodes de trois (3) mois terminées les 30 avril		Périodes de six (6) mois terminées les 30 avril	
	2003 \$	2002 \$ [redressés-note 2]	2003 \$	2002 \$ [redressés-note 2]
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Bénéfice net (perte nette) de la période	15 376	15 493	8 402	(1 457)
Imputations à l'exploitation ne nécessitant pas de sortie (reentrées) de fonds				
Amortissement	10 432	10 771	21 488	19 768
Écarts de change sur les éléments monétaires à long terme	(1 755)	87	(2 795)	23
Coûts de restructuration [note 4]	720	—	720	—
Quote-part (du bénéfice net) de la perte nette des sociétés satellites	1 289	(63)	3 551	2 112
Impôts futurs	9 697	8 833	8 163	2 865
Part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	(32)	(210)	7	(419)
Intérêts sur débtures	190	248	408	248
Marge brute d'autofinancement	35 917	35 159	39 944	23 140
Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liée à l'exploitation	(42 612)	(37 938)	10 273	86 301
Variation nette dans les dépôts, coûts et provision pour remise en état des moteurs et cellules	9 687	19 178	15 098	15 615
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	2 992	16 399	65 315	125 056
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Acquisitions d'immobilisations	(6 110)	(11 849)	(9 660)	(15 868)
Autres éléments d'actif	370	(1 997)	319	(3 625)
Remboursement de dépôts	585	3 499	2 965	3 499
Augmentation de dépôts	(66)	(1 616)	(877)	(3 383)
Dividendes reçus de sociétés satellites	—	300	—	300
Flux de trésorerie liés aux activités	(5 221)	(11 663)	(7 253)	(19 077)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Emprunts bancaires	(7 990)	(170)	(7 960)	7 781
Remboursement d'autres éléments de la dette à long terme et des obligations en vertu de contrats de location-acquisition	(4 808)	(5 020)	(11 913)	(12 322)
Autres éléments de passif	(76)	(552)	2 007	(288)
Produit de l'émission d'actions ordinaires	744	710	744	785
Intérêts sur débtures convertibles	(2 300)	—	(2 300)	—
Dette à long terme – crédit à terme rotatif	—	(13 759)	—	(37 200)
Produit de l'émission de débtures, net des frais	—	49 122	—	70 987
Augmentation d'autres éléments de la dette à long terme	—	2 027	—	2 027
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(14 430)	32 358	(19 422)	31 770
Variation nette des espèces et quasi-espèces	(16 659)	37 094	38 640	137 749
Espèces et quasi-espèces au début de la période	315 422	185 274	260 123	84 619
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	298 763	222 368	298 763	222 368

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

[Les montants dans les tableaux sont exprimés en milliers à l'exception des options, des montants par option et par actions] [non vérifiés]

Note 1 Base de présentation

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés par la société conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour les états financiers intermédiaires et suivent les mêmes conventions et méthodes comptables que les plus récents états financiers annuels, à l'exception des modifications de conventions comptables décrites à la note 2. De l'avis de la direction, tous les ajustements nécessaires à une image fidèle sont reflétés dans les états financiers intermédiaires. Ces ajustements sont normaux et récurrents. Les activités de la société sont cycliques, par conséquent les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas nécessairement proportionnellement les résultats de l'exercice entier. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels vérifiés et les notes y afférentes inclus dans le rapport annuel de la société de l'exercice 2002.

Note 2 Modifications de conventions comptables

Conversion de devises

Le 1^{er} novembre 2002, la société a adopté rétroactivement les modifications contenues dans le chapitre 1650 «Conversion des devises étrangères» du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'«ICCA»). Les modifications exigent que la totalité des gains et pertes de change non réalisés sur les actifs et les passifs libellés en devises soient inclus dans les résultats de l'exercice, y compris les gains et les pertes sur les actifs et passifs monétaires à long terme, comme la dette à long terme et les obligations en vertu de contrats de location-acquisition. Auparavant, les gains et les pertes de change non réalisés sur les éléments monétaires à long terme étaient reportés et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée restante des éléments connexes. L'application de ces modifications s'est traduite, le 1^{er} novembre 2001, par l'imputation aux bénéfices non répartis de la radiation du solde des pertes de change reportées, comptabilisées à titre d'autres éléments d'actif, de 3 644 000 \$ [1 607 000 \$ le 31 octobre 2002]. Elle a également eu pour effet d'augmenter le bénéfice net et le bénéfice par action de la période de trois mois terminée le 30 avril 2002 de 1 259 000 \$ et de 0,04 \$ respectivement, de diminuer la perte nette et la perte par action de 1 844 000 \$ et de 0,06 \$ respectivement pour la période de six mois terminée à la même date et, pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002, d'augmenter le bénéfice net et le bénéfice par action de 2 037 000 \$ et de 0,06 \$ respectivement. L'application de ces modifications a eu comme effet d'augmenter le bénéfice net et le bénéfice par action de la période de trois mois terminée le 30 avril 2003 de 1 649 000 \$ et 0,05 \$ respectivement et d'augmenter le bénéfice net et le bénéfice par action de la période de six mois terminée à la même date de 3 042 000 \$ et 0,09 \$.

Rémunérations et autres paiements à base d'actions

Le 1^{er} novembre 2002, la société a adopté prospectivement les nouvelles normes contenues dans le chapitre 3870 «Rémunérations et autres paiements à base d'actions». En vertu de cette nouvelle norme, l'ICCA préconise, sans l'imposer, une méthode fondée sur la juste valeur pour la comptabilisation des options d'achat d'actions attribuées aux employés, mais permet de présenter les valeurs pro forma du bénéfice net et du bénéfice par action obtenu en calculant le coût des rémunérations à base d'actions selon la méthode de la juste valeur dans une note afférente aux états financiers. Les recommandations du chapitre s'appliquent aux attributions consenties à compter de la date d'adoption de cette norme. La société a choisi de présenter, par voie de note afférente aux états financiers consolidés, l'incidence de l'application de la méthode de la juste valeur en divulguant le bénéfice net pro forma et le bénéfice par action pro forma comme si la société avait appliqué la méthode de la juste valeur aux attributions consenties à compter de la date d'adoption de cette norme. Par conséquent, l'adoption de cette nouvelle norme n'aura pas d'incidence sur les résultats, la situation financière et les flux de trésorerie de la société.

Note 2 Modifications de conventions comptables (suite)

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2003, la société a octroyé 10 000 options d'achat d'action ordinaires à un de ses employés. Si la société avait comptabilisé cet octroi au moyen de la méthode de la juste valeur, le bénéfice net pro forma de la période de six mois terminée le 30 avril 2003 aurait été de 8 398 000 \$, soit une diminution de 4 000 \$, et le bénéfice par action pro forma aurait été inchangé.

Informations à fournir sur les garanties

Le 1^{er} février 2003, la société a adopté la Note d'orientation concernant la comptabilité 14 (NOC-14), «Informations à fournir sur les garanties». Selon cette note, le garant doit communiquer les renseignements importants concernant les garanties qu'il a données, peu importe qu'il doive ou non verser un paiement en vertu de ces garanties. Cette note d'orientation vise à améliorer la transparence des informations fournies par le garant sur les obligations et les risques résultant de l'octroi des garanties.

Pour lire les informations communiquées en vertu de la nouvelle note d'orientation, consulter la note 7.

Modification future d'une convention comptable

Consolidation des entités à détenteurs de droits variables

En juin 2003, l'ICCA a publié la Note d'orientation concernant la comptabilité 15 (NOC-15), intitulée «Consolidation des entités à détenteurs de droits variables». Cette nouvelle note d'orientation explique comment appliquer les principes de consolidation aux entités sur lesquelles le contrôle s'exerce autrement que par l'exercice des droits de vote. La NOC-15 explique comment déterminer si une entreprise doit comptabiliser l'actif, le passif et les résultats des activités d'une entité à détenteurs de droits variables dans ses états financiers consolidés. Selon le principe général énoncé dans la NOC-15, une entreprise doit consolider une entité à détenteurs de droits variables lorsqu'elle est détentrice de droits variables ou d'une combinaison de droits variables de manière à absorber la majorité des pertes de l'entité le cas échéant, à recevoir la majorité de son rendement résiduel le cas échéant, ou les deux (notion de «premier bénéficiaire»). Or, la société a effectué certaines opérations de financement d'aéronefs par lesquelles elle a garanti une partie de la valeur résiduelle à l'expiration du bail selon des structures mettant en cause des entités ad hoc. La société est en train d'évaluer, d'une part, si ces structures constituent ou non des entités à détenteurs de droits variables, et d'autre part, si la société peut être considérée comme le premier bénéficiaire. Pour la société, cette note d'orientation entrera en vigueur le 1^{er} février 2004.

Note 3 Espèces et quasi-espèces

	Au 30 Avril 2003 \$	Au 31 octobre 2002 \$
Espèces et quasi-espèces	236 800	158 823
Espèces en fiducie ou autrement réservées	61 963	101 300
	298 763	260 123

Les espèces en fiducie ou autrement réservées représentent des fonds reçus de clients pour lesquels les services n'avaient pas été rendus.

Note 4 Coûts de restructuration

Continuant à se concentrer sur la réduction de ses coûts, à développer ses efficacités opérationnelles et à réajuster au besoin tout produit ou service qui ne donne pas les résultats escomptés, la société a établi un programme de restructuration. Ce programme inclut un changement à la structure de gestion et une réorganisation qui touche la nature et le dosage de ses activités en France et au Canada. La guerre en Irak et le SRAS, qui ont pesé sur la demande, ont aussi précipité la nécessité d'un programme de restructuration.

La société n'est pas en mesure de faire état du montant total en cause en raison du fait que l'examen de la flotte n'est pas terminé et que les négociations sont encore en cours en France. Pour le trimestre, 3 700 000 \$ ont été comptabilisés. La société prévoit de nouveaux frais de restructuration pour le prochain trimestre.

Le montant comptabilisé pour la période prenant fin le 30 avril 2003 comprend des charges en espèces de 3 000 000 \$ et une réduction de la valeur de l'actif de 700 000 \$. Les charges en espèces sont constituées principalement par les indemnités de cessation d'emploi et les frais de résiliation de contrats. L'essentiel de la restructuration doit se dérouler en 2003.

Le tableau qui suit fait état des activités et du solde de la provision de restructuration pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 avril 2003.

	Montant engagé au cours de la période et montant cumulatif \$	Cumul des prélèvements		Solde au 30 avril 2003 \$
		Monétaires \$	Non monétaires \$	
Prestation de cessation d'emploi	2 408	947	—	1 461
Frais de résiliation de contrats	519	—	—	519
Réduction de la valeur d'actifs	720	—	720	—
Autres coûts	101	—	—	101
	3 748	947	720	2 081

Note 5 Capital-actions

a) Capital-actions

Au cours de la période de six mois terminée le 30 avril 2003, les 51 671 actions privilégiées, série 3 détenues par Transat Tours Canada inc. («Transat Tours») ont été converties en 155 013 actions ordinaires de la société. Subséquemment à la conversion, le nombre d'actions ordinaires détenu par Transat Tours et exclu du capital-actions de la société s'élevait à 258 207. Toujours dans la même période, la totalité des actions ordinaires détenues par Transat Tours ont été vendues sur le marché et aussitôt réintégrées dans le capital-actions de la société au prix d'émission d'origine soit 301 000 \$. Les résultats de la société n'ont pas été affectés par cette transaction.

b) Options

Options émises et en circulation

	Nombre d'options	Prix moyen pondéré (\$)
Solde au 31 octobre 2002	2 120 690	7,91
Attribuées	10 000	5,80
Expirées	45 000	12,55
Annulées	107 867	7,76
Solde au 30 avril 2002	1 977 823	7,80

Options pouvant être levées

Un total de 1 441 016 options peuvent être levées.

Note 5 Capital-actions (suite)

c) Bénéfice par action

Les bénéfices par action et bénéfices dilués par action ont été calculés comme suit pour les périodes de trois et six mois terminées les 30 avril 2003 et 2002 :

	Périodes de trois (3) mois terminées les 30 avril		Périodes de six (6) mois terminées les 30 avril	
	2003	2002	2003	2002
	\$	\$	\$	\$
Numérateur				
Bénéfice net (perte nette)	15 376	15 493	8 402	(1 457)
Intérêts sur débetures convertibles	(768)	(577)	(1 557)	(618)
Bénéfice (perte) attribuable aux actionnaires ordinaires	14 608	14 916	6 845	(2 075)
Intérêts sur débetures convertibles	768	577	—	—
Intérêts sur débetures pouvant être régées en action	38	23	114	—
Bénéfice (perte) servant au calcul du bénéfice dilué (perte diluée) par action	15 414	15 516	6 959	(2 075)
Dénominateur				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	32 758	32 425	32 726	32 389
Débetures convertibles	5 841	4 594	—	—
Débetures pouvant être régées en actions ordinaires	495	368	462	—
Options d'achat d'actions	—	15	—	—
Bons de souscription	—	10	—	—
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté servant au calcul du bénéfice dilué (perte diluée) par action	39 094	37 412	33 188	32 389
Bénéfice (perte) par action	0,45	0,46	0,21	(0,06)
Bénéfice dilué (perte diluée) par action	0,39	0,41	0,21	(0,06)

Les bons de souscriptions n'ont pas été pris en compte dans le calcul du bénéfice dilué par action de la période de trois mois terminée le 30 avril 2003 en raison de leur effet antidilutif. L'incidence potentielle de ces titres sur le dénominateur est de 1 421 225 actions pour la période de trois mois terminée le 30 avril 2003. Aux fins du calcul du bénéfice dilué par action de la période de six mois terminée le 30 avril 2003, les débetures convertibles et les bons de souscription n'ont pas été pris en compte en raison de leur effet antidilutif. L'incidence potentielle de ces titres sur le dénominateur est de 7 261 796 actions pour la période de six mois terminée le 30 avril 2003. De plus, 1 977 823 options d'achat d'actions ordinaires ont été exclu du calcul du bénéfice par action des périodes de trois et six mois terminées le 30 avril 2003 puisque le prix d'exercice de ces options était supérieur au cours moyen des actions de la société pour les périodes respectives.

Les débetures convertibles, les débetures pouvant être régées en actions ordinaires et les bons de souscriptions n'ont pas été pris en compte dans le calcul de la perte diluée par action de la période de six mois terminée le 30 avril 2002 en raison de leur effet antidilutif. L'incidence potentielle de ces titres sur le dénominateur est de 2 615 325 actions. Étant donné la perte enregistrée pour la période de six mois terminée le 30 avril 2002, les 2 153 284 options d'achat d'actions ordinaires en circulation ont été exclues du calcul en raison de leur effet antidilutif.

Note 6 Informations sectorielles

La société a déterminé qu'elle exerce ses activités dans un seul secteur d'exploitation, à savoir les voyages vacances. Ainsi, les états consolidés des résultats incluent toutes les informations requises. En ce qui a trait aux secteurs géographiques, la société exerce ses activités principalement au Canada et en Europe.

	Période de trois (3) mois terminée le 30 avril 2003			Période de six (6) mois terminée le 30 avril 2003		
	Canada \$	France et autres \$	Total \$	Canada \$	France et autres \$	Total \$
Revenus	558 987	159 835	718 822	976 336	271 562	1 247 898
Dépenses d'exploitation	517 743	160 633	678 376	921 857	280 796	1 202 653
	41 244	(798)	40 446	54 479	(9 234)	45 245
Amortissement	8 692	1 740	10 432	17 997	3 491	21 488
Acquisition d'immobilisations	3 529	2 581	6 110	6 740	2 920	9 660
Immobilisations et écart d'acquisition [1]				179 865	50 773	230 638

	Période de trois (3) mois terminée le 30 avril 2002			Période de six (6) mois terminée le 30 avril 2002		
	Canada \$	France et autres \$	Total \$	Canada \$	France et autres \$	Total \$
Revenus	464 406	158 859	623 265	819 108	246 365	1 065 473
Dépenses d'exploitation	423 262	160 110	583 372	781 191	254 326	1 035 517
	41 144	(1 251)	39 893	37 917	(7 961)	29 956
Amortissement	9 331	1 440	10 771	17 301	2 467	19 768
Acquisition d'immobilisations	10 208	1 641	11 849	13 838	2 030	15 868
Immobilisations et écart d'acquisition [2]				189 930	49 321	239 251

[1] Au 30 avril 2003.

[2] Au 31 octobre 2002.

Note 7 Garanties

Dans le cours normal de ses affaires, la société a conclu des ententes dont certaines dispositions répondent à la définition de garantie selon la NOC-14. Ces ententes prévoient des indemnités et des garanties pour la contrepartie dans des opérations telles que contrats de location-exploitation, lettres de crédit irrévocables et contrats de cautionnement.

Ces ententes peuvent obliger la société à indemniser une contrepartie pour les coûts ou pertes attribuables à divers événements tels que non-conformité à des déclarations antérieures ou à la garantie, perte ou endommagement de biens, réclamations pouvant survenir pendant la prestation de services et passif environnemental.

Les notes 8, 9, 10, 11, 13, 15 et 20 des états financiers vérifiés 2002 fournissent des informations au sujet de certaines de ces ententes. Les paragraphes qui suivent présentent des informations supplémentaires.

Contrats de location-exploitation

Beaucoup de contrats de location d'aéroport et d'autres biens immobiliers signés par les filiales de la société comportent des clauses générales d'indemnisation les engageant, en tant que preneur, à indemniser le bailleur en cas de passif lié à l'utilisation des biens loués. Ces baux viennent à échéance à diverses dates jusqu'en 2028. La nature de ces ententes varie selon les contrats de telle sorte que la société ne peut estimer le montant total que ses filiales pourraient être appelées à verser à ses bailleurs. Il n'est jamais arrivé, dans l'histoire de la société, qu'une filiale de celle-ci doive verser un montant appréciable en vertu de ce genre d'entente; par ailleurs, la société et ses filiales sont protégées par une assurance-responsabilité pour ce genre de situation.

Lettres de crédit irrévocables

La société a signé des garanties de lettres de crédit irrévocables avec certains de ses fournisseurs. La société garantit le paiement de certains services touristiques, tels que chambres d'hôtel, qu'elle s'est engagée à payer, peu importe qu'elle les vende ou non. Ces ententes, qui portent sur des blocs de services touristiques considérables, valent généralement pour un an et sont renouvelables. La société a également remis aux organismes provinciaux de réglementation d'Ontario et de Colombie-Britannique des lettres de crédit garantissant certaines sommes à ses clients pour l'exécution de ses obligations. Au 30 avril 2003, la garantie totale se chiffrait à 24 674 000 \$. Il n'est jamais arrivé, dans l'histoire de la société, que celle-ci doive verser un montant appréciable en vertu de ces lettres de crédit.

Contrats de cautionnement

La société a signé des contrats de cautionnement par lesquels elle garantit un montant prescrit à ses clients à la demande des organismes de réglementation, au sujet de l'exécution des obligations comprises dans les mandats de ses clients pendant la durée des permis accordés la société pour ses activités de grossiste et d'agences de voyages dans la province de Québec. Ces ententes valent généralement pour un an et sont renouvelables chaque année. Au 30 avril 2003, le montant total de la garantie s'élevait à 2 000 000 \$. Il n'est jamais arrivé, dans l'histoire de la société, que celle-ci doive verser un montant appréciable en vertu de ces ententes.

Au 30 avril 2003, aucune somme n'était comptabilisée en vertu des ententes mentionnées ci-dessus.